

# MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DIRSO – SPEE-ESRM )

### ***l'Acheteur***

État - Ministère des Transports

DIR Sud-ouest  
et  
DREAL Occitanie

constitués en groupement de commande tel que défini par l'article L2113-6 du code de la commande publique

### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30/01/2023

et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Occitanie par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30/01/2023

### ***Objet du marché***

**Accord-cadre portant sur la fourniture et pose d'équipements de signalisation verticale de police permanents et de signalisation d'indication. Fourniture de signalisation temporaire.**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b><u>4</u></b>
1-1. Objet de l'accord-cadre et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>6</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>8</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>9</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>9</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>12</u>
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....</b>	<b><u>12</u></b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES..</b>	<b><u>13</u></b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>13</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>13</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>14</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>16</u>
<b>ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE -DÉLAIS D'EXÉCUTION BONS DE COMMANDE - PÉNALITÉS.....</b>	<b><u>16</u></b>
4-1. Durée de l'accord-cadre et Délais d'exécution des bons de commande.....	<u>16</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>16</u>
4-3. Pénalités autres que retard d'exécution.....	<u>17</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>19</u>
4-5. Interventions urgentes.....	<u>19</u>
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b><u>19</u></b>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>19</u>
5-2. Avances.....	<u>19</u>

<b>ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b><u>21</u></b>
<b>ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b><u>21</u></b>
7-1. Mise en place du marché.....	<u>21</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>21</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>22</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>23</u>
7-5. Formation.....	<u>24</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>25</u>
<b>ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b><u>25</u></b>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>25</u>
8-2. Admission.....	<u>26</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>26</u>
<b>ARTICLE 9. RÉSILIATION.....</b>	<b><u>27</u></b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b><u>27</u></b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b><u>28</u></b>
Préambule : .....	<u>28</u>
11.1 Public concerné par l'opération d'insertion : .....	<u>28</u>
11-2. Le nombre d'heures d'insertion sociales à réaliser.....	<u>29</u>
11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	<u>30</u>
11-4. Globalisation des heures d'insertion.....	<u>30</u>
11-5-Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	<u>31</u>
11-6. Les modalités de contrôle et bilan de l'action d'insertion.....	<u>31</u>
11-7 Protection des données à caractère personnel.....	<u>32</u>
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b><u>34</u></b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet de l'accord-cadre et Normes**

Les prestations, objet du présent accord-cadre, concernent :

- La fourniture de signalisation de police
- La fourniture de signalisation directionnelle
- La fourniture des supports et accessoires de pose
- La pose et/ou la dépose de signalisation de police et directionnelle
- La fourniture de panneaux d'information chantier
- La fourniture de signalisation temporaire
- La reprise de panneaux et mâts usagés
- La mise en œuvre de la signalisation temporaire par alternat sur routes bidirectionnelles

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : dans les centres d'entretien et d'intervention (CEI) de la Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest (DIR Sud-Ouest) ou sur le Réseau Routier National géré par la DIR Sud Ouest et la DREAL Occitanie et font l'objet d'un accord cadre à bons de commandes conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1** Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
  - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à

l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de district, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

## **1-2.4** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement.

### ***1-3.10.1 Envoi via PLACE***

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence (nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

#### ***1-3.10.2 Envoi par courriel***

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire, n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

### **1-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le maître d'ouvrage selon l'opération concernée et les délégations accordées. En complément de l'article 3.1 du CCAG, les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 12h00, par messagerie. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 2h00 par renvoi par messagerie du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique du RPA fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- la référence du marché
- le RPA
- la désignation et la catégorie des produits
- la quantité commandée par catégorie
- les prix unitaires et/ou forfaitaires
- le montant par catégorie de produits

- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC
- le mode de conditionnement des produits
- le lieu de livraison
- le délai de livraison
- l'adresse de facturation

Dans le cas de fourniture et pose de signalisation, le bon de commande précise également :

- le lieu d'exécution des travaux (Nom de la commune + nom de l'axe + PR d'implantation (ou intervalles des PR d'implantation)), ainsi que la désignation des prestations,
- la date prévisionnelle de démarrage et la durée de l'intervention (le cas échéant)
- les conditions d'exploitation sous chantier
- les conditions particulières d'exécution (notamment effectifs mobilisés pour la durée indiquée)
- les quantités à réaliser
- les prix unitaires et/ou forfaitaires correspondants
- le délai d'exécution y compris période de préparation si nécessaire
- les documents à fournir après exécution

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ; Le besoin homogène des fournitures sont réparties en 6 lots géographiques et techniques désignés ci après, et traités par **marché à lots séparés** :

- ***Lot n°1 : Fourniture et pose de signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le district centre***
  - A64 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
  - RN524 dans le département des Landes (40) et de la Gironde (33)
  - RN21 dans le département des Hautes-Pyrénées (65)
  - A620, A621, A623 et A624 dans le département de Haute-Garonne (31);
  - RN124 (PR 6+000 à PR 13+000) dans le département de Haute-Garonne (31);
  - RN224 (PR 24+000 à PR 31+000) dans le département de Haute-Garonne (31);
- ***Lot n°2 : Fourniture et pose de signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le district sud***
  - RN125 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
  - RN20, 22 et 320 dans les départements de l'Ariège (09) et des Pyrénées Orientales (66) ;

- ***Lot n°3 : Fourniture et pose de signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le district est***
  - RN88 (PR 53+500 à PR 91+000) dans le département de l'Aveyron (12) ;
  - RN88 (PR 0+000 à PR 42+000) dans le département du Tarn (81)
  - A68 (PR 17+000 à PR 61+500) dans le département de la Haute-Garonne (31) et du Tarn (81)
  - RN126 dans le département du Tarn (81)
  - RN112 dans le département du Tarn (81)
  
- ***Lot n°4 : Fourniture de signalisation verticale temporaire pour le district centre***
  - - Livraison au CEI de Toulouse (31)
  - - Livraison au CEI de Carbonne (31)
  - - **Livraison au CEI de Captieux (33) : Date de démarrage des prestations à compter du 02 décembre 2025.**
  - - **Livraison au CEI de Séméac (65) : Date de démarrage des prestations à compter du 02 décembre 2025.**
  
- ***Lot n°5 : Fourniture de signalisation verticale temporaire pour le district sud***
  - - Livraison au CEI de Chaum (31)
  - - Livraison au CEI de l'hospitalet (09)
  - - Livraison au CEI de Latour de Carol (66)
  - - Livraison au CEI de St Paul de Jarrat (09)
  
- ***Lot n°6 : Fourniture de signalisation verticale temporaire pour le district est : Date de démarrage des prestations à compter du 02 décembre 2025.***
  - - Livraison au CEI de Montans (81)
  - - Livraison au CEI de Rosières (81)
  - - Livraison au CEI de Baraqueville (12)
  - - Livraison au CEI de Castres (81),

## **1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-6.1 Obligations de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion

concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.  
La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP.

### **1-6.2. Sites sensibles**

Sans objet.

### **1-6.3 RGD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

### **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **1-8. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

#### **1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de soustraction doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....du ..... ayant pour objet la fourniture et pose de signalisation verticale de police, directionnelle, temporaire, et leurs supports.

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

#### 1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de

l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### **1-8.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

#### **1-8.5.** Clauses sociales et environnementales

##### 1-8.5.1. Clauses sociales

Les clauses sociales sont définies à l'article 11 du présent CCAP.

##### 1-8.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

### **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le catalogue comprenant les prix unitaires de fourniture et les prix unitaires de pose des produits du titulaire ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à

- la notification du marché ;
- Les bons de commande.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le catalogue du titulaire.**

#### **3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché**

La liquidation du marché est assurée par chaque acheteur, de manière disjointe, en fonction de l'émission des bons de commandes.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles *11 et 12* du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, le paiement ne pourra pas être effectué sur un compte unique ouvert au nom du groupement mais sur **un compte unique ouvert au nom du mandataire**.

La remise de la demande de paiement intervient au début du mois pour tous les bons de commande exécutés le ou les mois précédents.

#### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

##### **3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP.

Les informations nécessaires à la facturation seront transmises lors de la notification.

#### 3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités et aux pénalités.

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

#### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois auquel le titulaire a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **3-3.3.** Choix des indices et des index de référence

Pour les lots 1 à 3 (fourniture et pose de signalisation permanente de police et directionnelle), les indices et les index de référence choisis pour la révision des prix faisant l'objet du marché sont :

(indices)

- ICHT-IME : coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques
- FSD1 : frais et services divers 1
- 010763880- : Produits en acier allié

(index)

- BT10 : revêtement en plastique
- TP08 : Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine

Pour les lots 4 à 6 (fourniture de signalisation temporaire), les indices et l'index de référence choisis pour la révision des prix faisant l'objet du marché sont :

(indices)

- ICHT-IME : coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques
- FSD1 : frais et services divers 1
- 010763880- : Produits en acier allié

(index)

- BT10 : revêtement en plastique

Ils sont publiés sur le site Internet de l'INSEE à l'exception de l'indice FSD1 : frais et services divers 1 qui est publié sur le site du Moniteur.

### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_o$$

avec :  $I_o$  = Valeur de l'index ou de l'indice de référence **I** prise au mois de remise de l'offre

$I_n$  = Valeur de l'index ou de l'indice de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations .

Pour les lots 1 à 3 (fourniture et pose de signalisation permanente de police et directionnelle), la formule de révision suivante s'appliquera :

$I = 70\% (35\% \text{ ICHT-IME - salaires} + 15\% \text{ FSD1 frais et services divers} + 35\% \text{ Produits en acier allié} + 15\% \text{ BT10}) + 30\% \text{ TP08}$

Pour les lots 4 à 6 (fourniture de signalisation temporaire), la formule de révision suivante s'appliquera :

$I = 35\% \text{ ICHT-IME (salaires)} + 15\% \text{ FSD1 (frais et services divers)} + 35\% \text{ Produits en acier allié} + 15\% \text{ BT10} .$

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index ou de l'indice correspondant.

### **3-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses

obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE -DÉLAIS D'EXÉCUTION BONS DE COMMANDE - PÉNALITÉS**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Durée de l'accord-cadre et Délais d'exécution des bons de commande**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Les pénalités pour retard d'exécution se cumulent. Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 50 % du montant de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG , les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de retard.

#### **4-2.1.** Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité journalière de 100 €.

#### **4-2.2.** Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

#### **4-2.3.** Pénalités pour retard d'exécution en cas d'intervention urgente

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations pour une intervention urgente, une pénalité journalière de 200 €.

### **4-3. Pénalités autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes

#### **4-3.1.** Pénalité pour retard d'intervention

Pour chaque retard (au-delà d'une demi-journée) d'intervention constaté par le représentant de l'acheteur, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 100 €.

#### **4-3.2.** Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

En cas de dépassement de la durée d'intervention précisée dans un bon de commande, et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit une pénalité journalière de 100 €.

#### **4-3.3.** Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

#### **4-3.4.** Pénalité pour non remise de documentation technique sur l'utilisation, le fonctionnement et la maintenance des fournitures

En cas de retard dans la remise de la documentation technique sur l'utilisation, le fonctionnement et la maintenance des fournitures visée à l'article 7-3.9 du CCAP, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.5** Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

-En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-6 du CCAP, une pénalité journalière de **1 000 €** est appliquée, après constatation par le représentant habilité de l'acheteur et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

#### **4-3.6.** Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

#### **4-3.7.** Clauses sociales

Par dérogation à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS en cas de non respect du nombre d'heures d'insertion défini pour chaque lot du présent accord-cadre, le titulaire se voit appliquer une

pénalité de 150 € HT par nombre d'heures d'insertion non réalisées

#### **4-3.8** .Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

#### **4-3.9** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

#### **4-3.10** Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

#### **4-3.11.** Autres pénalités diverses

##### Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 €.

##### Signalisation de chantier :

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions concernant la signalisation de chantier de l'article 7.3.4 du CCAP et du CCTP, une pénalité journalière de 1 000 € est appliquée, après constatation par le représentant habilité du RPA et sans mise en demeure préalable.

##### Pénalité pour travail dissimulé

Une pénalité journalière de 5 000€ sera infligée à l'entreprise pour travail dissimulé par dissimulation d'activité ou dissimulation d'emploi salarié respectivement défini aux articles L8221-3 à 8221-5 du code du travail.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% du montant du marché et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application de l'article L8224-1 et 8224-5 du code du travail.

À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le représentant de l'acheteur se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

##### Fourniture documents de récolement

En cas de non respect des délais de remise des documents de récolement après exécution fixés dans le bon de commande, le titulaire encourt une pénalité journalière de 250€ par jour de retard.

##### Études d'exécution

En cas de non-respect des délais de remise des études d'exécution fixés dans le bon de

commande, le titulaire encourt une pénalité journalière de 250€ par jour de retard.

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

#### **4-5. Interventions urgentes**

Les interventions d'urgence sont effectuées sur simple appel téléphonique ou par courrier électronique de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP, à l'une des personnes désignée dans le bon de commande.

Les interventions d'urgence sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- Pendant les heures de jour (soit de 6h00 à 21h00) : Le délai d'intervention à partir de l'heure d'appel est de 5 heures
- Pendant les heures de nuit (soit de 21h00 à 6h00) : Le délai d'intervention à partir de l'heure d'appel est de 7 heures
- Pendant les week-end et jours fériés : Le délai d'intervention à partir de l'heure d'appel est de 7 heures

Le délai commence à courir à partir de la communication téléphonique ou de la réception, par l'Acheteur, du rapport de transmission automatique du courrier électronique d'envoi de la demande d'intervention urgente.

En cas de non-respect du délai d'intervention le titulaire sera passible de la pénalité spécifiée à l'article 4.2.3 ci-avant.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.3, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Mise en place du marché**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire (travaux de pose de signalisation).

- Dans ce cas la période de préparation démarre à compter de la notification du bon de commande et est incluse dans le délai d'exécution.
- Le cas échéant, à partir du SOPRE, l'entrepreneur titulaire du marché rédigera pendant la période de préparation des travaux le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) dont la mise au point se fait en concertation avec le maître d'œuvre. Il n'y aura qu'un seul PRE référent pour toutes les entreprises intervenant sur le chantier.
- Le PRE sera présenté au visa du maître d'œuvre dans le délai de 30 jours à compter de la notification du marché.
- Il pourra être convenu que le cadre du PRE soit défini par le titulaire du marché et que les fiches procédures soient réalisées par le titulaire pour les parties de chantier le concernant et les entreprises sous-traitantes pour les autres parties. Ce dernier doit être évolutif tout au long du chantier et sera soumis à modifications en fonction des besoins et événements.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1.** Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

#### **7-3.2.** Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

#### **7-3.3.** Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Le prix des emballages est compris. Le transport s'effectue sous la responsabilité du fournisseur et le prix du transport est compris. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au fournisseur.

Le déchargement des matériels des camions de livraison et leur transport jusqu'à l'aire de stockage sont à la charge du fournisseur.

#### **7-3.4.** Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle du(des) service(s) ci-après :

- La signalisation des chantiers sur les sections routières à 2 × 2 voies et 2 × 3 voies est réalisée par les services de la DIR Sud-Ouest ;
- dans les autres cas, elle est à la charge de l'entreprise et sous le contrôle du district concerné.
- Elle doit être conforme à :
  - l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
  - le manuel du chef de chantier relatif à la signalisation temporaire sur routes bidirectionnelles (diffusé par le SETRA 3<sup>e</sup> édition 2000);
  - le manuel du chef de chantier relatif à la signalisation temporaire sur routes à chaussées séparées (diffusé par le SETRA 3<sup>e</sup> édition 2002).
- Le titulaire doit veiller au maintien de la signalisation pendant toute la durée de l'intervention. Il est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.
- Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation, le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve tous les équipements de signalisation qui lui permettent de maintenir en permanence la sécurité du chantier et de ses abords.
- Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant de classe 2, conforme à la

norme NF EN 471.

- Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8e partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

### **7-3.5.** Maintien des communications

Sans objet.

### **7-3.6.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

### **7-3.7.** Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

### **7-3.8.** Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet.

### **7-3.9.** Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

### **7-3.10.** Revendications des tiers

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## **7-4. Conditions d'intervention**

### **7-4.1.** Nature des interventions

Sans objet.

#### **7-4.2.** Initiatives

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

Cas particuliers - Interventions urgentes

Les interventions d'urgence sont effectuées sur simple appel téléphonique ou par courrier électronique de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1.2 du présent CCAP, à l'une des personnes désignée dans le bon de commande.

Les interventions d'urgence sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- Pendant les heures de jour (soit de 6h00 à 21h00) : Le délai d'intervention à partir de l'heure d'appel est de 5 heures.
- Pendant les heures de nuit (soit de 21h00 à 6h00) : Le délai d'intervention à partir de l'heure d'appel est de 7 heures.
- Pendant les week-end et jours fériés : Le délai d'intervention à partir de l'heure d'appel est de 7 heures. Le délai commence à courir à partir de la communication téléphonique, ou de la réception, par le RPA, du rapport de transmission automatique du courrier électronique d'envoi de la demande d'intervention urgente.

#### **7-4.3.** Période d'intervention

Les interventions s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée "période d'intervention" :

de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus

#### **7-4.4.** Délai d'intervention

Sans objet.

#### **7-4.5.** Durée d'intervention

Sans objet.

#### **7-4.6.** Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Sans objet.

#### **7-4.7.** Documents à établir après intervention

Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation, et ses éventuels rectificatifs, rédigée en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

### **7-5. Formation**

Sans objet.

## **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

~~Aucune stipulation particulière.~~

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre ;

Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme « chef d'entreprise » s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

## **ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais**

#### **8-1.1. Surveillance en usine**

Sans objet.

#### **8-1.2. Vérifications quantitatives et qualitatives**

Ces vérifications porteront sur le dénombrement à l'unité, les longueurs et les formats.

Elles sont effectuées dès la livraison terminée.

Si la quantité ne correspond pas à celle figurant sur le bon remis par le transporteur au représentant du pouvoir adjudicateur ou son délégataire, le fournisseur doit compléter la demande dans le délai qui lui sera donné par le RPA ou son délégataire.

Elles sont effectuées dans un délai de 10 jours à dater de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

La livraison devra toujours avoir lieu en présence du représentant du service acheteur.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bulletin de livraison ou d'un état dont le modèle peut être imposé par le pouvoir adjudicateur. Ce bulletin ou cet état, dressé distinctement pour chaque destinataire ainsi que pour chaque commande, lot ou marché, comporte notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande et au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur ledit état. Sauf indication contraire, il renferme l'inventaire de son contenu. Quand il y a lieu, le produit livré doit porter la marque d'identification qui lui est propre.

Les bulletins de livraison ou états seront établis en double exemplaire et remis au service acheteur avant déchargement. Après livraison, ils seront signés par l'agent réceptionnaire (avec indication lisible du nom du signataire), un des exemplaires sera conservé par l'acheteur, l'autre remis immédiatement au livreur.

Chaque facture du fournisseur devra systématiquement être accompagnée d'une copie du/des bulletin(s) de livraison ou l'état(s).

### **8-1.3.** Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 30 jours à dater de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

Elles portent sur les conformités de ces fournitures avec les prescriptions du C.C.T.P. et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Tous les matériels devront être conformes aux normes en vigueur sur la signalisation. Les fournitures livrées pourront être refusées. Le remplacement ainsi que les autres frais sans exception resteront à la charge du fournisseur s'il a été reconnu que la fourniture est défectueuse ou de nature différente de celle indiquée sur le bon de commande. Les fournitures refusées seront enlevées par les soins, aux frais et risques du fournisseur, dans un délai maximum de quatre jours à compter de la notification de leur refus. Passé ce délai, elles seront renvoyées à ses frais, risques et périls. Elles devront être remplacées par le fournisseur dans un délai de 30 (trente) jours. Ces mesures sont applicables sans préjudice de l'application des sanctions prévues à l'article 9 de l'arrêté Interministériel du 03 mai 1978 relatif aux conditions générales d'homologation des équipements routiers de signalisation de sécurité et d'exploitation.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de faire exécuter des essais ou des vérifications. Le fournisseur est tenu de présenter à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 27.2.1 du C.C.A.G, si les résultats des vérifications ne permettent pas l'acceptation d'une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction, les dépenses correspondant à ces vérifications sont à la charge du fournisseur.

Sauf accord intervenu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire agréé par le pouvoir adjudicateur.

Les travaux font l'objet d'une réception à chaque commande. Les modalités du contrôle qualité sont définis à l'article 5.1 du CCTP.

### **8-1.4.** Essais

Sans objet.

## **8-2. Admission**

Aucune stipulation particulière.

## **8-3. Garantie(s)**

### **8-3.1.** Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

### **8-3.2.** Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

### **8-3.3.** Garanties particulières

Sans objet.

### **8-3.4.** Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

## **ARTICLE 9. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Voir CCTP.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

### **Préambule :**

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « *la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le code de la commande publique* » et l'article L2112-2 du code de la commande publique « *les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution des prestations peuvent prendre en compte des considérations relatives au domaine social* ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-Fournitures et Services, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

L'acheteur s'est engagée dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

Cette clause est applicable à tous les lots.

### **11.1 Public concerné par l'opération d'insertion :**

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Selon l'article 16.1.1 du CCAG-Fournitures et Services, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

**Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville**

**Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :**

- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- ✓ Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- ✓ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- ✓ Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

- ✓ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

**Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- ✓ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

**L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre des actions. Celle-ci ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (exemple : contrats d'alternance)**

**L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.**

**Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.**

Si une partie des travaux ou de la prestation est sous traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'embauche de public prioritaire.

## **11-2. Le nombre d'heures d'insertion sociales à réaliser**

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché le nombre d'heures suivant:

<b>Désignation</b>	<b>Nombre d'heures d'insertion minimales</b>
<b>LOT 1 - Fourniture et pose signalisation verticale permanente de police et directionnelle - District Centre</b>	<b>30H /100 000€</b>
<b>LOT 2 Fourniture et pose signalisation verticale permanente de police et directionnelle - District Sud</b>	<b>30H/100 000€</b>
<b>LOT 3 - Fourniture et pose signalisation verticale permanente de police et directionnelle – District Est</b>	<b>30H/100 000€</b>
<b>LOT 4 - Fourniture signalisation verticale temporaire - District Centre</b>	<b>30H/100 000€</b>
<b>LOT 5 - Fourniture signalisation verticale temporaire - District Sud</b>	<b>30H/100 000€</b>
<b>LOT 6 - Fourniture signalisation verticale temporaire - District Est</b>	<b>30H/100 000€</b>

### **11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d’insertion**

Les modalités de réalisation de la clause sociale d’insertion sont les suivantes :

- L’embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire s’engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d’insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l’exécution du marché et de l’obligation d’insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

### **11-4. Globalisation des heures d’insertion**

La globalisation des heures d’insertion décrite à l’article 16.1.3 du CCAG-Fournitures et Services est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

### **11-5-Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-Fournitures et Services, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

- Ariège : Bastien LHUILLIER – 05 61 02 09 51 [blhuillier@ariego.fr](mailto:blhuillier@ariego.fr)
- Aveyron : Dorothée SERGES 06 15 51 69 70 [guichet-unique@clauses-sociales-aveyron.fr](mailto:guichet-unique@clauses-sociales-aveyron.fr)
- Haute Garonne : 06 14 36 48 60 [csoccitanie@nova-emploi.fr](mailto:csoccitanie@nova-emploi.fr)
- Hautes-Pyrénées : 05 62 56 76 01 [clausesociale65@ha-py.fr](mailto:clausesociale65@ha-py.fr)

### **11-6. Les modalités de contrôle et bilan de l'action d'insertion**

A la demande de la DIR SUD-OUEST, maître d'ouvrage, la *Structure facilitatrice référente du territoire* ) procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-Fournitures et Services :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la

clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

**En cas de difficulté d'exécution** (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du *maître d'ouvrage*, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

## **11-7 Protection des données à caractère personnel**

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant les référents suivants selon les structures :

- Ariège (09) : [sbertrand@ariego.fr](mailto:sbertrand@ariego.fr)
- Aveyron (12) : [dpo@clauses-sociales-aveyron.fr](mailto:dpo@clauses-sociales-aveyron.fr)
- Haute Garonne (31) : [f.khireddine@nova-emploi.fr](mailto:f.khireddine@nova-emploi.fr) ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.
- Hautes Pyrénées (65) : [nicolas.decoudun@ha-py.fr](mailto:nicolas.decoudun@ha-py.fr)

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

<b>Dérogations au CCAG</b>		
AE 3-2	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	12.1.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2.	Déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 4-3.7	Déroge à l'article	16.1.5 du CCAG
CCAP 5-2	Déroge à l'article	11,3 du CCAG
CCAP 8-1-3	déroge à l'article	27.2.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**